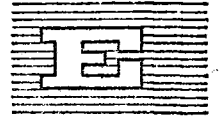


NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE  
E/CN.4/SR.1613  
6 mars 1981  
FRANCAIS  
Original : ANGLAIS



COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Trente-septième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 1613ème SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,  
le 24 février 1981, à 10 heures

Président : M. CALERO RODRIGUES (Brésil)



SOMMAIRE

Question de la jouissance effective dans tous les pays des droits économiques, sociaux et culturels proclamés par la Déclaration universelle des droits de l'homme et par le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et étude des problèmes particuliers que rencontrent les pays en développement dans leurs efforts tendant à la réalisation des droits de l'homme et notamment :

- a) Problèmes relatifs au droit à un niveau de vie suffisant; droit au développement;
- b) Effets que l'ordre économique international injuste existant actuellement exerce sur l'économie des pays en développement et obstacles que cela constitue pour la mise en oeuvre des droits de l'homme et des libertés fondamentales (suite)

Etat des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme (suite)

Le présent compte rendu pourra faire l'objet de rectifications.

Les participants qui désirent en apporter sont priés de les adresser par écrit à la Section d'édition des documents officiels, bureau E-6108, Palais des Nations, Genève, dans la semaine qui suit la réception du compte rendu dans leur langue de travail.

Les rectifications aux comptes rendus des séances de la présente session de la Commission seront réunies en un seul rectificatif qui paraîtra peu après la fin de la session.

La séance est ouverte à 10 h 20

QUESTION DE LA JOUISSANCE EFFECTIVE DANS TOUS LES PAYS DES DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS PROCLAMES PAR LA DECLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME ET PAR LE PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS, ET ETUDE DES PROBLEMES PARTICULIERS QUE RENCONTRENT LES PAYS EN DEVELOPPEMENT DANS LEURS EFFORTS TENDANT A LA REALISATION DES DROITS DE L'HOMME ET NOTAMMENT :

- a) PROBLEMES RELATIFS AU DROIT A UN NIVEAU DE VIE SUFFISANT; DROIT AU DEVELOPPEMENT;
- b) EFFETS QUE L'ORDRE ECONOMIQUE INTERNATIONAL INJUSTE EXISTANT ACTUELLEMENT EXERCE SUR L'ECONOMIE DES PAYS EN DEVELOPPEMENT ET OBSTACLES QUE CELA CONSTITUE POUR LA MISE EN OEUVRE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES (point 8 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/1421; E/CN.4/1425; E/CN.4/1458; E/CN.4/1459; E/CN.4/NGO/296; E/CN.4/NGO/303; ST/HR/SER.A/8).

ETAT DES PACTES INTERNATIONAUX RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME (point 22 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/1444).

1. M. MAKSIMOV (République socialiste soviétique de Biélorussie) dit que les droits civils et politiques n'ont aucun sens s'ils ne sont pas garantis dans la pratique par l'exercice des droits sociaux et économiques, dont ils sont inséparables. Le droit économique le plus important est le droit au travail, parce qu'il est essentiel à la dignité humaine; le chômage constitue une violation sérieuse et flagrante des droits de l'homme. La jouissance effective des droits politiques exige également un droit garanti à l'éducation, de même que l'accès au patrimoine culturel de la nation.
2. Seul le gouvernement d'un pays dispose des moyens nécessaires d'assurer les droits individuels de ses citoyens, d'où la responsabilité capitale qui lui incombe. Cela est d'ailleurs conforme au principe de la souveraineté nationale, qui doit servir de guide à la communauté internationale.
3. Il est largement reconnu au sein de l'Organisation des Nations Unies que de nombreux pays en développement sont gênés dans leurs tentatives d'exercer leur droit souverain au développement par l'ordre économique international injuste qui prévaut dans la partie non socialiste du monde et qui se caractérise par l'inégalité économique, l'exploitation contraire aux intérêts de la majorité de la population mondiale, et par des incidences négatives sur l'exercice des droits et libertés fondamentales de millions de personnes. Ce n'est pas un secret que de dire que les difficultés économiques dont souffrent les pays en développement tirent véritablement leur origine de l'instabilité croissante qui règne dans les grands centres de l'économie capitaliste mondiale. La dépendance des pays en développement vis-à-vis d'un système capitaliste qui les exploite par l'intermédiaire de sociétés transnationales, par le protectionnisme et la discrimination commerciale, empêche ces pays d'assurer à tous leurs citoyens des conditions matérielles de vie suffisantes. C'est pourquoi les pays socialistes appuient les efforts légitimes que ces pays font pour instaurer un nouvel ordre économique international qui leur assurera une souveraineté sur leurs ressources et sur leur vie économique, un développement de leur économie dans leur propre intérêt national, et l'affranchissement du joug que constituent le capital étranger et les sociétés transnationales.

4. L'instauration d'un nouvel ordre économique international créera également les conditions requises pour satisfaire les besoins spirituels et sociaux de l'homme qui s'inscrivent dans le concept de développement au même titre que des besoins primaires tels que l'alimentation, l'habillement et le logement.

5. Ma délégation insiste sur le fait évident selon lequel la mise en place d'un nouvel ordre économique international et l'exercice des droits de l'homme sont étroitement liés à la réduction de la tension internationale, à la fin de la course aux armements et au renforcement de la paix et de la sécurité internationales, qui sont autant de préalables essentiels à un développement économique et social stable de tous les pays, notamment des pays en développement. La paix est essentielle non seulement pour sauvegarder le droit de l'homme le plus important, le droit à la vie, mais également pour orienter les ressources consacrées aux armements vers la solution des problèmes économiques et sociaux des pays en développement. La réduction de la tension internationale fera également progresser la lutte menée contre les obstacles aux droits de l'homme tels que le racisme, l'apartheid, le colonialisme, le néo-colonialisme, l'occupation étrangère et la violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats. Réciproquement, le progrès économique et social contribuera à renforcer la paix et la sécurité internationales.

6. Le problème du développement et celui de l'exercice des droits de l'homme exigent une approche globale qui tienne compte des facteurs internes et externes. Il ne fait guère de doute que des transformations politiques et socio-économiques s'imposent dans les pays si l'on veut accélérer le développement et assurer les droits des citoyens. Ce fait est reconnu dans les principaux documents relatifs à l'instauration du nouvel ordre économique international. Un certain nombre de pays en développement ont déjà entrepris les changements structurels et progressifs nécessaires, et l'Organisation des Nations Unies devrait s'inspirer de leur expérience pour traiter le problème. En particulier, la communauté internationale doit s'opposer activement aux efforts faits par certains milieux pour s'ingérer dans les affaires intérieures d'un certain nombre de pays en développement et pour bloquer une évolution sociale qui vise à mettre un terme à l'exploitation et à créer les conditions nécessaires à l'instauration d'un nouvel ordre économique international.

7. L'histoire de la République socialiste soviétique de Biélorussie et celle d'autres pays socialistes montrent que ce n'est que lorsque les masses deviennent maîtresses de leur propre destin et de leurs propres ressources économiques qu'elles peuvent accélérer leur développement dans chaque secteur de la vie sociale.

8. Dans la République socialiste soviétique de Biélorussie, les dispositions contenues dans les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme sont devenues depuis longtemps des réalités, grâce à une structure sociale et économique dans laquelle l'exercice des droits de l'homme n'est pas seulement proclamé mais assuré concrètement par la propriété collective des moyens de production. Le dernier plan quinquennal du pays prévoit un progrès de la population sur le plan matériel et culturel et une amélioration des conditions de développement global de l'individu par suite de nouveaux progrès dans la production sociale et dans la productivité du travail. L'accroissement de la richesse sociale du pays se traduit par un meilleur exercice des droits de l'homme.

9. La Biélorussie voit un intérêt vital dans l'amélioration de la coopération internationale en vue de promouvoir les droits de l'homme, et elle est persuadée que l'une des façons les plus efficaces de réaliser cette coopération sera que le plus grand nombre possible de pays membres ratifient les instruments internationaux pertinents.

et en respectent strictement les dispositions. Il est regrettable que certains Etats n'aient pas encore ratifié ces instruments. Le respect du principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres Etats est aussi un préalable important pour une coopération internationale fructueuse dans le domaine des droits de l'homme. Ce principe est trop souvent violé sous prétexte de protéger les droits de l'homme dans les pays concernés. De telles violations ne peuvent que détourner l'Organisation des Nations Unies de ce qui doit être sa tâche essentielle à savoir les violations massives et flagrantes des droits de l'homme que constituent la discrimination raciale, l'apartheid, le colonialisme et le néo-colonialisme, l'occupation de territoires étrangers, le chômage et la faim.

10. Mme DERJENDJIEVA (Bulgarie) dit que les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme sont des éléments extrêmement importants de l'action menée au niveau international pour promouvoir le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et qu'il ne faut pas les négliger. Toutefois, pour être efficaces, ils doivent être appliqués strictement et universellement. La délégation bulgare déplore donc que plus de la moitié des Etats Membres de l'ONU, y compris des Etats membres de la Commission qui se proclament souvent de fervents défenseurs des droits de l'homme, ne soient pas encore parties au Pacte. Elle loue l'action menée par la Commission des droits de l'homme en faveur de leur application, en particulier l'établissement d'un dialogue fructueux avec les Etats parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques à l'occasion de l'examen de leurs rapports conformément à l'article 40, qui constitue la tâche majeure de la Commission.

11. Le Groupe de travail de session sur l'application du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels a, quant à lui, accompli une tâche appréciable dans l'examen des rapports soumis par les Etats parties sur l'application des droits prévus aux articles 6 à 9 de ce pacte. Les rapports communiqués par la Bulgarie sur l'application des pactes montrent clairement que les garanties matérielles et juridiques assurées par la société socialiste avancée de ce pays fournissent les conditions favorables à la jouissance effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales proclamés dans les pactes.

12. Le peuple bulgare jouit pleinement de tous les droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels car les conditions matérielles nécessaires ont été réunies, et notamment la répartition équitable des richesses, le plein emploi, la gratuité des services de santé et d'éducation et un système de sécurité sociale efficace. Les droits et les libertés de l'homme ne sont rien de plus que des idéaux lointains dans tout système juridique ou politique qui n'a pu parvenir à mettre fin à l'exploitation par l'adoption de mesures de ce genre. Tel est le cas de la société capitaliste, notamment dans certains Etats occidentaux où l'insécurité économique due à l'accroissement du chômage et à l'inflation ne permet pas de sauvegarder la dignité humaine. Par sa nature même, la société capitaliste ne peut garantir l'exercice effectif des droits économiques, sociaux et culturels et encore moins des droits civils et politiques.

13. Le droit au développement, qui est plus que la somme de tous les droits interdépendants de l'homme tels qu'ils sont consacrés dans les instruments internationaux pertinents, doit être considéré dans le contexte de la recherche du progrès aux niveaux national et international si l'on veut créer les conditions d'équité politique, économique, sociale et culturelle qui permettront de promouvoir et d'encourager efficacement l'exercice des droits et des libertés de l'homme. Le plein exercice du droit au développement dépend de préalables importants dont la paix et la sécurité

internationales, l'interruption de la course aux armements, l'élimination du colonialisme, du racisme et de la discrimination raciale et la restructuration des relations économiques internationales axée sur l'égalité et la justice. Le désarmement, notamment, pourrait libérer d'importantes ressources aux fins des activités de développement. A cet égard, Mme Dermendjieva rappelle la proposition faite il y a plusieurs années par l'URSS tendant à ce que les membres permanents du Conseil de sécurité et d'autres Etats militairement puissants réduisent leurs budgets militaires de 10 % et consacrent les fonds ainsi libérés à l'aide aux pays en développement. Les facteurs qu'elle a mentionnés, auxquels s'ajoute l'exploitation politique et économique, par des sociétés transnationales notamment, et la non-reconnaissance du droit à l'autodétermination et du droit des nations à exercer leur pleine souveraineté sur leurs ressources, sont à l'origine du développement économique et social insuffisant de plusieurs Etats. Le droit au développement signifie en fait le droit à l'autodétermination et comprend non seulement la croissance économique mais aussi les efforts de la communauté internationale visant à promouvoir et à encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales de chacun. En conséquence, sa délégation est favorable à la tenue en 1981, d'un séminaire sur les relations entre les droits de l'homme, la paix et le développement car elle considère qu'il contribuera à définir avec plus de précision la nature du développement et à déterminer les conditions nécessaires pour en profiter.

14. M. HUBANGA-CHIPOYA (Zambie) dit que le développement est le moyen qui permettra l'exercice effectif des droits économiques, sociaux et culturels proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

15. C'est dans une très grande mesure à l'ordre économique mondial existant actuellement qu'il faut attribuer la lenteur du développement économique du tiers monde. Les économies de la plupart des pays du tiers monde sont tributaires de la production d'un seul produit de base, dont le prix de marché est fixé ailleurs. Comme il est à prévoir que les opérations économiques de ces pays suivront cette voie pendant quelque temps encore, il est vital que des prix stables et rémunérateurs soient établis pour leurs denrées primaires si l'on veut soutenir leur droit au développement, et prévenir les déficits de leur balance des paiements. Sa délégation est donc favorable à la création d'un fonds commun et recommande instamment que des ressources suffisantes soient mises à la disposition de ce fonds.

16. Il est de l'intérêt économique bien compris des pays développés et des pays en développement que les capitaux des pays développés et une partie des recettes pétrolières soient recyclés dans des projets relatifs à l'alimentation et au développement du tiers monde. Des mesures de ce genre auraient pour effet, d'une part, d'éliminer la famine dans le tiers monde et, d'autre part, de revitaliser les économies développées.

17. Dans les conditions actuelles, rien sur le plan juridique ou économique ne justifie que les conditions de prêts faites aux pays en développement soient plus onéreuses que celles qui s'appliquent sur les marchés intérieurs du monde occidental. Les conditions devraient être identiques pour les pays en développement comme pour les emprunteurs locaux. Même la crainte que les Etats du tiers monde puissent se prévaloir au titre de leur souveraineté, en vertu du droit international, d'une immunité contre toutes poursuites devant les tribunaux d'autres pays, devrait disparaître puisque beaucoup de pays développés, dont les Etats-Unis et le Royaume-Uni, ont adopté des textes qui prévoient une dérogation à de telles immunités. Les bailleurs de fonds non seulement insistent sur cette clause de dérogation, mais encore exigent d'ordinaire que les emprunteurs du tiers monde élisent domicile dans le pays prêteur.

La situation des pays du tiers monde est souvent si désespérée qu'ils se trouvent contraints d'accepter des conditions odieuses ou excessives. En outre, en cas de nationalisation, les pays développés ont suffisamment de moyens à leur disposition pour obtenir rapidement des dédommagements appropriés. Les pays du tiers monde ne demandent pas l'aumône, ce qu'ils demandent c'est d'être traités équitablement dans l'intérêt de tous. Le monde industrialisé a pu neutraliser les effets de l'escalade des prix du pétrole grâce, essentiellement, à l'exportation de ses produits manufacturés vers les pays en développement. Les pays développés ont donc tout intérêt à favoriser l'augmentation du pouvoir d'achat des pays en développement.

18. Il est difficilement concevable qu'on puisse dûment assurer aux peuples des pays en développement l'exercice de leurs droits sociaux, économiques et culturels si le nouvel ordre économique international n'est pas instauré. Quoi qu'il en soit, dans la limite des ressources de la Zambie et dans toute la mesure possible, le peuple zambien jouit de tous les droits consacrés dans les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme.

19. M. DAVERINDE (Argentine) dit que la nécessité de créer des conditions qui permettent l'exercice des droits de l'homme est reconnue dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et de nombreuses résolutions de l'Assemblée générale. La Commission ne s'est pas dérobée à ses responsabilités à cet égard, mais il est regrettable que certains de ses membres semblent ne pas avoir compris qu'elle est l'un des organes chargés de promouvoir l'application des principes et la réalisation des objectifs établis par les institutions internationales. Elle se doit de n'épargner aucun effort à cet égard.

20. La situation internationale actuelle n'engendre guère l'optimisme quant à l'existence d'une volonté générale de surmonter les obstacles au développement harmonieux et intégré de tous les pays. Le Séminaire sur les effets que l'ordre économique international injuste existant actuellement exerce sur l'économie des pays en développement, tenu à Genève du 30 juin au 11 juillet 1980, a mis en lumière certains des obstacles économiques au développement. Sa délégation souscrit, notamment, à la conclusion que le développement devrait faire partie intégrante du processus conduisant à l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Les conclusions du Séminaire qui concernaient le commerce international et les obstacles connexes s'opposant au plein exercice des droits de l'homme revêtent un intérêt particulier. Les participants au Séminaire se sont déclarés préoccupés par l'absence de mécanismes propres à favoriser le transfert de technologie en vue d'assurer un développement équilibré dans les domaines de la science et de la technique.

21. Dans l'étude présentée par le Secrétaire général (E/CN.4/1421), il est dit que les pays en développement qui se sont efforcés de stimuler leur production d'articles manufacturés et leurs exportations vers les pays industrialisés pour ne plus être tributaires de quelques produits primaires, se sont souvent heurtés à des obstacles tarifaires et non tarifaires. Il y est noté également que vers la fin des années 70 on a assisté à une recrudescence du protectionnisme dans les pays à économie de marché et que récemment des restrictions rigoureuses ont été apportées aux importations en provenance des pays en développement. Il ne s'agit là que de quelques-unes des situations que la Commission devrait contribuer à repérer. Les moyens dont dispose la Commission sont trop limités pour lui permettre de trouver la solution à de tels problèmes, qui sont certes plus spécifiquement du ressort d'autres instances, mais qu'elle se doit néanmoins d'examiner avec la conviction et la ténacité dont elle a fait preuve à l'égard d'autres problèmes relatifs aux droits de l'homme.

22. Au nombre des conclusions importantes du Séminaire de Genève figure celle selon laquelle les Etats ne doivent pas se servir des droits de l'homme pour détourner l'attention des anomalies structurelles de l'ordre économique international existant actuellement, pour justifier des mesures rétrogrades de la part des pays industrialisés dans les domaines du commerce ou de l'aide ou pour perpétuer des mesures qui vont à l'encontre des règles, règlements et résolutions adoptés dans ce domaine.
23. Rappelant l'approche préconisée dans la résolution 32/130 de l'Assemblée générale, M. Daverede considère qu'isoler l'individu du développement politique, économique et social, ne pas reconnaître les particularités de chaque communauté ou considérer les droits de l'homme comme une abstraction sans rapport avec d'autres droits fondamentaux équivaut à vouer toute action à l'échec. Les pays non alignés l'ont clairement déclaré à leur sixième conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement. Il n'est pas superflu de rappeler ces concepts étant donné l'obstination dont font preuve quelques pays qui prétendent ignorer l'appel lancé dans la résolution 32/130 de l'Assemblée générale et refusent de coopérer à l'instauration des conditions politiques et économiques nécessaires à l'amélioration des conditions de vie de toute l'humanité.
24. Etant donné la nature complexe de la question des droits de l'homme, la délégation argentine accueille avec satisfaction l'organisation à Genève d'un séminaire sur les relations existant entre les droits de l'homme, la paix et le développement et attend avec intérêt ses conclusions.
25. Le moment est venu pour la Commission de se consacrer pleinement à la question de la mise en oeuvre effective des droits économiques, sociaux et culturels, et à cette fin, elle devrait, à la présente session, mettre en place un mécanisme approprié.
26. M. DIEYE (Sénégal) réaffirme la position de sa délégation quant à l'interdépendance étroite qui existe entre les droits civils et politiques d'une part, et les droits économiques, sociaux et culturels, d'autre part.
27. Depuis l'entrée en vigueur, en 1976, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, un certain nombre de résultats positifs ont été acquis par les organes compétents de l'ONU et plus particulièrement par le Comité des droits de l'homme. Pour prouver l'importance qu'il attache à la promotion et à la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le Gouvernement sénégalais a non seulement ratifié les deux Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme mais a aussi adhéré au Protocole facultatif et a fait la déclaration prévue à l'article 41 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.
28. Le Comité des droits de l'homme s'acquitte de son mandat avec toute la prudence et l'attention qui conviennent pour l'examen de sujets aussi délicats et ne manque aucune occasion de rappeler son rôle, qui est de veiller à ce que les Etats parties respectent les dispositions du Pacte relatif aux droits civils et politiques. En attendant qu'un organe approprié puisse être créé au sein du système des Nations Unies, un groupe d'experts indépendants comme ceux qui composent le Comité des droits de l'homme, constitue assurément la structure la plus apte à assurer la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Le Sénégal a créé son propre comité des droits de l'homme, chargé de tenir les citoyens informés de l'application internationale des instruments relatifs aux droits de l'homme ratifiés par le Sénégal. Il a aussi participé à l'élaboration d'une charte africaine des droits de l'homme.

29. Les Etats parties ne doivent pas se contenter d'adhérer au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et au Protocole facultatif; ils doivent aussi prendre des mesures administratives, législatives et judiciaires pour donner effet aux droits reconnus dans ces instruments, et faire rapport à la Commission à ce sujet. De l'interprétation du paragraphe 4 de l'article 40 du Pacte va dépendre un aspect important du travail futur du Comité. A cet égard, M. Dieye voudrait saluer la coopération exemplaire dont les Etats parties ont fait preuve lors de la présentation de leur rapport. Le Comité a invité instamment les Etats parties qui ne l'ont pas encore fait à présenter leur rapport sans plus tarder.

30. Pour pouvoir s'acquitter efficacement de sa tâche, le Comité doit être soutenu par les Etats parties et par l'Organisation des Nations Unies en général. Les Pactes devraient faire l'objet d'une plus grande publicité au niveau des Etats parties, car il ne sert à rien de ratifier des instruments internationaux s'ils ne sont pas connus de la population des pays concernés.

31. En ce qui concerne le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la délégation sénégalaise souhaite vivement que le Groupe de travail de session établi en application des décisions 1978/10 et 1980/102 du Conseil économique et social fixe des règles pour l'examen des rapports des Etats parties. En tant que membre de ce groupe de travail, elle a fait des propositions concrètes qui devraient permettre au Groupe d'avancer dans son travail. Quoi qu'il en soit le Groupe devrait éviter à tout prix de s'enliser dans des considérations de procédure.

32. M. YOUSSEF (Iraq) dit que sa délégation a participé au séminaire sur les effets de l'ordre économique international injuste existant actuellement sur l'économie des pays en développement, qui s'est tenu à Genève du 30 juin au 11 juillet 1980. Il attire l'attention sur les conclusions et les recommandations de ce séminaire et regrette que certains pays n'aient pas pu y participer.

33. Toute analyse des droits de l'homme doit s'appuyer sur une approche globale, comme l'ont montré toutes les études et résolutions pertinentes, et notamment la résolution 32/130 de l'Assemblée générale. L'Assemblée générale est convaincue que les droits de l'homme et les libertés fondamentales sont interdépendants et indivisibles. Cette interdépendance a aussi été soulignée par la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue à La Havane en septembre 1979. Un individu privé de ses droits économiques, sociaux et culturels n'a pas la possibilité réelle d'exercer ses droits civils et politiques.

34. C'est pourquoi le Gouvernement iraquien a fait de grands efforts pour libérer ses citoyens de toutes les formes de sous-développement par la réforme agraire, le lancement d'une campagne nationale d'alphabétisation, l'introduction d'une législation visant à élever le niveau de vie et à garantir à chaque famille un revenu adéquat, et par des plans de développement nationaux.

35. L'exercice des droits économiques, sociaux et culturels, à la différence de celui des droits civils et politiques, suppose une intervention et une contribution financière de l'Etat. La réalisation des droits mentionnés à l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme exige des moyens financiers énormes, que les pays en développement ne possèdent pas. Conformément au principe énoncé dans la résolution 32/130 de l'Assemblée générale, le droit des peuples au développement fait partie intégrante des droits de l'homme; aussi est-il urgent d'instaurer un nouvel ordre économique international, car celui qui règne actuellement est un obstacle au développement des pays en développement.



36. La situation économique précaire qui prévaut dans les pays peu développés montre bien la fragilité des économies du tiers monde. Les faits et les chiffres ne prouvent que trop le déséquilibre actuel de l'économie mondiale et les conditions extrêmement difficiles dans lesquelles vivent un grand nombre de peuples. Un petit tiers de la population mondiale vivant dans les pays industrialisés d'Europe (URSS comprise) et en Amérique du Nord, au Japon et en Australie dispose de 82 % de la production mondiale et de 91 % de l'ensemble des exportations, et dépense 85 % des sommes consacrées à l'armement et 98 % de celles consacrées à la recherche et au développement. Les sommes que les pays industrialisés consacrent aux seuls armements sont supérieures au produit national brut de l'ensemble des pays d'Afrique et d'Asie. Les pays industrialisés consomment les sept huitièmes de toutes les richesses, de l'énergie et des matières premières non renouvelables du monde. Les deux tiers de la population mondiale vivant dans les pays sous-développés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine ne consomment qu'un huitième de ces richesses, bien qu'ils produisent plus de la moitié des matières premières non renouvelables. L'économie mondiale est caractérisée par le fossé énorme, qui se creuse chaque jour davantage, entre les riches et les pauvres.

37. La faim est l'une des injustices les plus intolérables dont souffre l'humanité. La FAO a calculé que 15 hommes sur 100 sont trop nourris, alors qu'un homme sur dix meurt de faim.

38. Le FIDA a souligné dans l'un de ses rapports qu'un tiers de la population du tiers monde vit dans la misère et souffre de la faim et de la maladie, ce qui signifie que les besoins essentiels de 25 % de la population mondiale ne sont pas satisfaits. Malheureusement, certains pays ayant une production agricole abondante se servent des denrées alimentaires comme d'une arme. Il est donc nécessaire d'assurer ce que l'on appelle la sécurité alimentaire.

39. Les organisations internationales, les gouvernements et les organisations non gouvernementales attachent une grande importance à l'instauration d'un nouvel ordre économique international, et de nombreuses études ont été préparées sur ce sujet par l'UNESCO et d'autres organismes. Mais ces efforts n'ont pas débouché sur des résultats tangibles car, en fait, les pays avancés n'ont guère envie de contribuer efficacement à l'instauration de ce nouvel ordre.

40. Dans ses rapports TD/B/759 et TD/B/798, la CNUCED a indiqué que l'instauration du nouvel ordre économique international n'avait pas progressé dans le sens attendu par les peuples des pays en développement et a souligné que parmi les obstacles à cette progression figurait le fait que les pays en développement n'avaient pas, à cet égard, le pouvoir économique et politique nécessaire et que l'instauration du nouvel ordre économique dépendait en grande partie de la volonté politique des pays développés d'appliquer les résolutions de l'Assemblée générale. Il semble que ces pays ne voient guère l'intérêt qu'il y aurait à restructurer les relations économiques internationales, bien qu'ils aient reconnu l'interdépendance de tous les membres de la communauté mondiale et l'existence d'une relation étroite entre la prospérité des pays en développement et le développement des pays en développement.

41. Par sa participation à différents organismes, le Gouvernement iraquien contribue activement à l'instauration d'un nouvel ordre économique international et a pris plusieurs initiatives en ce sens aux niveaux régional et international. A la Conférence au sommet des pays non alignés tenue à La Havane en septembre 1979, il a proposé la création d'un fonds international ayant pour but d'aider les pays en développement à se protéger des effets de l'inflation. A ce propos, M. Youssif précise que son pays a consacré 47 % de son PNB de 1979 à l'aide aux pays en développement.

42. Pour ce qui est de l'action entreprise sur le plan régional, M. Youssif indique qu'à la dixième Conférence au sommet des Etats arabes, qui s'est tenue à Tunis en novembre 1979, le Président de l'Iraq a demandé la convocation d'un congrès au cours duquel les chefs d'Etat arabes étudieraient la situation économique dans les pays arabes en vue de trouver des solutions aux problèmes qui se posent et de supprimer les inégalités qui existent entre leurs économies. L'Iraq pense en effet que, pour redresser la situation économique internationale, il faudrait commencer par assainir et développer l'économie arabe. Dans une même perspective, le Sommet arabe tenu à Amman en novembre 1980 a approuvé une Décennie du développement pour les pays arabes. A cet égard, on peut se reporter à la déclaration faite par le Président Saddam Hussein le 8 février 1980, dans laquelle celui-ci soulignait que les Etats arabes devaient s'engager à entretenir des relations économiques constructives entre eux, à mettre en oeuvre le principe de la complémentarité économique et à accorder une assistance économique à tout pays en ayant besoin, de façon à lui éviter de recourir à l'aide étrangère, ce qui risquait de porter atteinte à sa souveraineté.

43. Bien que tous les peuples s'accordent à reconnaître la nécessité du développement économique et social, il n'existe pas encore de notion claire de ce qu'il représente du point de vue quantitatif et qualitatif. Les pays développés comme les pays en développement se posent des questions fondamentales sur le sens du développement. Il s'agit là d'une question vitale dont dépend l'avenir de milliards d'hommes. Si le modèle de développement des pays industrialisés et leurs schémas de consommation ne peuvent être étendus à la majorité de l'humanité, il est indispensable d'imaginer une nouvelle conception et de nouvelles méthodes de développement. Il convient aussi de trouver les articulations adéquates entre un développement intégré à l'échelle internationale et la promotion d'un développement endogène et autonome pour chaque société.

44. Les experts de l'UNESCO, étudiant des solutions aux problèmes actuels du monde, ont estimé que, dans la mesure où les problèmes de la paix et des droits de l'homme et ceux de la survie de l'humanité étaient indissociables des problèmes du développement, il était essentiel de regarder au-delà du développement économique et de rechercher une solution socio-économique optimale et globale dans l'intérêt de l'humanité tout entière, ce qui supposait de renoncer à la croyance selon laquelle les pays économiquement forts seraient les seules sources de vérité, de civilisation et d'universalité.

45. Puisque le développement est un des droits de l'homme qui permet aux peuples de s'épanouir et d'élever leur niveau de vie, la communauté internationale, et en particulier les pays avancés, doivent se rendre compte que, comme l'affirme le troisième alinéa du préambule de la Déclaration universelle des droits de l'homme, il est essentiel que les droits de l'homme soient protégés par un régime de droit pour que l'homme ne soit pas contraint en suprême recours à la révolte contre la tyrannie et l'oppression.

46. Un ordre économique injuste bafoue le droit des peuples au développement. Lorsque ce droit n'est pas défendu, il est du devoir des peuples de lutter contre l'injustice et l'oppression par tous les moyens à leur disposition, y compris la violence. Les pays avancés doivent participer activement à l'instauration d'un ordre économique international juste et équitable afin d'éviter un soulèvement des peuples en développement contre les pays avancés qui exploitent leurs ressources et les empêchent de recueillir les fruits de la prospérité. Cette participation positive serait bénéfique pour l'avenir des pays avancés eux-mêmes et serait une appréciable contribution au progrès social.

47. Comme l'a déclaré le Directeur général de l'UNESCO, l'inégalité actuelle entre les peuples et l'injustice des relations internationales risquent de donner lieu à des affrontements lourds de conséquences pour l'humanité tout entière, et c'est pourquoi l'instauration d'un nouvel ordre économique international constitue une chance de paix qu'il ne faut pas laisser échapper.

48. M. HEREDIA (Cuba) dit que la notion de droit au développement comme droit complémentaire de l'homme élargit la portée de divers principes déjà reconnus par la communauté internationale, notamment ceux de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Il rappelle à cet égard les articles 25 et 28 de la Déclaration universelle.

49. Le débat qui s'est instauré autour de cette question au sein de diverses organisations internationales et de divers organismes des Nations Unies a eu pour effet de faire considérer généralement le droit au développement comme un droit de l'homme qui s'applique tant aux nations qu'aux individus qui les composent, conception qui a été entérinée par la Commission et par l'Assemblée générale et que l'on retrouve dans la Déclaration finale de la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés qui s'est tenue à La Havane en septembre 1979. Il faut noter à cet égard que les Etats-Unis ont toujours voté contre les résolutions des Nations Unies qui reconnaissent le droit au développement, exemple de l'opposition systématique de ce pays aux intérêts légitimes de l'humanité. Le fait est que l'impérialisme des Etats-Unis, ses monopoles et l'ordre économique qu'il soutient constituent pour la majorité des peuples du monde, le principal obstacle à l'exercice de leur droit à un niveau de vie suffisant.

50. Si les pays sous-développés souffrent de la faim et de la pauvreté, c'est à cause des maux que leur infligent l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme, et parce qu'ils sont victimes du racisme et de l'apartheid. C'est donc d'abord à ceux qui ont joui du fruit de l'exploitation coloniale et néo-coloniale pendant des années de venir en aide à ces pays dans leur lutte contre le sous-développement. Or, pour se dérober à cette obligation, certains des pays développés ont, par la voix de leurs théoriciens, tenté de faire admettre que le droit au développement est un droit, par nature, individuel, théorie que rejette la communauté internationale, qui commence à parler de plus en plus des droits des peuples, comme en témoigne la Déclaration finale du sixième Sommet des pays non alignés. Comme l'a fait remarquer aux Nations Unies le Président du Conseil d'Etat de Cuba, il faut aussi parler des droits de l'humanité.

51. Certains s'efforcent aussi de nier l'importance du droit au développement ou de le confondre avec la seule croissance économique. Pour de nombreux pays, la réalisation d'un véritable développement passe par l'application de mesures sociales radicales visant à éliminer l'exploitation de l'homme par l'homme et à mettre fin aux inégalités et à l'injustice sociale.

52. Les pays sous-développés doivent comprendre aussi que, pour atteindre ces objectifs, il leur faut compter d'abord et avant tout sur leurs propres efforts et, à terme, sur l'instauration d'un système social juste, qui implique une répartition plus équitable des ressources.

53. La délégation cubaine se félicite des résultats du récent séminaire des Nations Unies sur les effets de l'ordre économique international injuste existant actuellement sur l'économie des pays en développement, séminaire au cours duquel on a réaffirmé notamment que l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, de colonialisme, de domination et d'occupation étrangères, d'agression et de menaces contre la souveraineté nationale est essentielle à l'instauration d'un nouvel ordre économique international et à la réalisation pleine et entière du droit au développement et des autres droits de l'homme. On a noté aussi qu'il existe un lien fondamental entre la réalisation du droit à la paix, la promotion des droits de l'homme et l'exercice du droit au développement, et, à cet égard, on a souligné l'importance d'un désarmement complet. Ces conclusions rejoignent les préoccupations croissantes que cause l'intensification de la course aux armements. Il existe des stocks d'armes nucléaires capables de détruire plusieurs fois la terre, et les dépenses en armements atteignent des proportions alarmantes. L'humanité se voit ainsi spoliée de la majeure partie des ressources nécessaires au développement. Pendant ce temps, les seigneurs de la guerre tentent de faire peur aux peuples et s'abusent en pensant que les problèmes du monde peuvent se résoudre à coups d'armes nucléaires.

54. Il est clair que les pays sous-développés sont les plus touchés par la crise économique internationale qui sévit actuellement. Au cours de la seule année 1980, 50 millions de personnes sont mortes de faim et plus d'un milliard ont connu la sous-alimentation. Des termes de l'échange injustes et le protectionnisme viennent aggraver les déficits commerciaux et l'endettement des pays sous-développés. Par contre, les impérialistes ne cessent de s'enrichir. En dernière analyse, ce sont leurs monopoles et les sociétés transnationales qui profitent le plus de l'actuel état de choses.

55. Les revendications du monde sous-développé ont conduit à adopter, il y a près de six ans, la Déclaration relative à l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Mais on n'a guère progressé vers la réalisation des objectifs que l'on s'y est fixés. Les pays capitalistes développés ont systématiquement fait opposition aux justes revendications des pays sous-développés. Leur intransigeance a été absolue, leur égoïsme total et leur mépris pour les droits de l'homme des populations du monde sous-développé on ne peut plus flagrant. Leur soif de profit et leur égoïsme empêchent les impérialistes de comprendre que, sans développement, il ne saurait y avoir de paix, que les peuples du monde n'accepteront pas le maintien de l'actuel état de choses et que c'est seulement par la coopération internationale que l'on parviendra à résoudre la crise économique internationale qui sévit actuellement et à favoriser le développement d'une grande partie de l'humanité.

56. Au sujet des mesures à prendre, la délégation cubaine souligne la nécessité d'un transfert massif de ressources financières vers les pays sous-développés et la fin de la course aux armements. La dilapidation de vastes ressources qui ne servent presque exclusivement qu'à enrichir les fabricants d'armes constitue l'un des plus grands crimes contre l'humanité et l'une des plus graves atteintes aux droits de l'homme. Tant que la majorité de l'humanité demeurera sous-développée, le premier devoir de ceux qui se disent sincèrement préoccupés par les droits de l'homme est de s'employer à faire du droit au développement une réalité. En raison de la priorité à accorder aux droits des peuples et de l'humanité, on ne saurait tolérer d'obstacles théoriques ou pratiques à la réalisation de cet objectif.

57. M. BOEL (Danemark) dit que l'interdépendance des droits de l'homme, de la paix et du développement signifie que la délivrance de la peur et du besoin, tout comme les libertés politiques, fait partie intégrante de la notion de droits de l'homme. C'est cette même interdépendance qui oblige à faire toujours plus du facteur humain la préoccupation essentielle dans toutes les entreprises humaines.

58. Pour la délégation danoise, l'une des tâches les plus importantes de l'Organisation des Nations Unies est de traduire cette interdépendance dans les faits. Avec le nouvel ordre économique international, les Nations Unies doivent s'employer à mettre en place un ordre social et humain qui donne aux gens la possibilité de jouir des droits essentiels à leur existence et à leur bien-être. La délégation danoise reconnaît que l'avènement d'un nouvel ordre économique international n'est pas une fin en soi; c'est plutôt un moyen de faire régner l'équité et la justice entre les nations et au sein des nations, l'objectif final auquel doivent tendre les efforts de la communauté internationale étant la dignité et le bien-être de la personne humaine. Aussi le plan à moyen terme pour la période 1984-1989 doit-il accorder la priorité aux diverses questions relatives à l'instauration du nouvel ordre humain, ce qui comprend le droit au développement.

59. L'étude sur les dimensions régionales et nationales du droit au développement en tant que droit de l'homme (E/CN.4/1421) montre clairement que la réalisation du droit au développement exige la participation active de la communauté internationale, des organisations internationales, des Etats et des individus. Le Gouvernement danois n'a cessé de souligner la nécessité d'une participation des individus à la prise des décisions relatives à l'élaboration des programmes de développement et à leur exécution.

60. Il est du devoir de la Commission d'étudier les moyens d'intégrer les droits de l'homme au processus du développement. Faute de pratiquer cette approche intégrée et de combler le fossé entre les droits de l'homme et l'économie, deux conséquences sont à prévoir : premièrement, le maintien d'un ordre économique international qui néglige l'objectif fondamental qu'est, pour la Commission, l'épanouissement de la personne humaine; deuxièmement, une approche superficielle des droits de l'homme qui néglige les causes structurelles profondes de l'injustice dont les violations flagrantes des droits de l'homme ne sont souvent que le symptôme.

61. En conclusion, M. Boel dit qu'il est essentiel pour la Commission de souligner et de définir plus clairement l'importance du facteur humain dans le développement.

62. M. BEAULNE (Canada) dit que le débat sur le droit au développement a pris de la hauteur. La délégation française a fait, sur l'état de la question, un exposé établissant les fondements de ce droit, à savoir les instruments relatifs aux droits de l'homme actuellement en vigueur, et, de son côté, le représentant de l'Algérie a montré que l'application de ce droit constituait une expression de la solidarité internationale et a attiré l'attention sur les obstacles historiques, idéologiques, géographiques, économiques et autres qui empêchent sa réalisation.

63. Vu les modestes moyens dont elle dispose, la Commission doit adopter une approche différente de celle qui se dégage des débats en cours dans d'autres instances depuis de nombreuses années et éviter de répéter des analyses de caractère politique ou économique.

64. En ratifiant les deux pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, le Gouvernement canadien a pris un engagement devant la communauté internationale au nom de ses diverses unités constituantes. Le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux ont procédé à une étude minutieuse des conséquences pratiques de la ratification de ces pactes. Ils ont rédigé, à l'intention du Comité des droits de l'homme, un long rapport sur l'application des dispositions du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et un autre rapport, tout aussi volumineux, sur l'application du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels paraîtra bientôt.

65. Le Gouvernement canadien considère que l'application des deux pactes exige un soin particulier. C'est pourquoi la délégation canadienne note avec satisfaction que le Conseil économique et social a décidé d'examiner à sa prochaine session les moyens d'améliorer le fonctionnement du Groupe de travail créé à cette intention, groupe qui n'a pas répondu jusqu'ici à l'attente de la communauté internationale. Le Comité des droits de l'homme a, pour sa part, accompli de façon exemplaire la tâche qui consistait à examiner les rapports dont il était saisi.

66. Le Gouvernement canadien reconnaît depuis longtemps les liens étroits qui existent entre les droits civils et politiques et les droits économiques, sociaux et culturels. Au cours des quatre dernières années plus particulièrement, la Commission a examiné en termes très généraux la question du droit au développement, et elle s'efforce maintenant d'aborder cette question dans une perspective plus positive et selon une approche plus pragmatique.

67. L'engagement pris par le Canada quant à la réalisation des droits de l'homme au sens le plus large ne peut faire de doute. En 1976, le Canada a adhéré aux deux pactes internationaux mentionnés et sera bientôt en mesure, grâce à tout le travail accompli au niveau des gouvernements provinciaux et du gouvernement fédéral, de faire rapport au Groupe de travail créé pour examiner l'application du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. La Commission n'ignore pas la priorité accordée par le Canada au dialogue Nord-Sud; le Premier Ministre du Canada s'emploie activement à trouver les moyens de l'intensifier. Le Canada a décidé de participer activement à l'élaboration d'un mécanisme permettant d'approfondir le concept du droit au développement. La Commission devrait faire ressortir les liens qui peuvent exister entre les droits de l'homme et le processus de développement tout en indiquant les moyens d'assurer l'intégration de l'ensemble des droits de l'homme dans le processus du développement.

68. Vu le peu de temps dont elle dispose, la Commission devrait peut-être désigner un groupe d'experts pour étudier ces questions. Pour que ce groupe puisse faire rapport à la Commission à sa prochaine session, il faudrait qu'il soit restreint et que l'on définisse son mandat de façon très précise. La première tâche des experts serait de s'entendre sur une définition de l'expression "droit au développement" et de formuler des suggestions sur la manière dont ce droit pourrait s'inscrire parmi les autres droits de l'homme; il faudrait aussi étudier le rapport entre l'environnement économique et la jouissance des droits de l'homme, ainsi que la contribution que l'application des droits de l'homme pourrait apporter au développement économique. Le groupe devrait comprendre des économistes et des spécialistes des droits de l'homme. Il serait souhaitable que les gouvernements soumettent leurs observations sur cette question par l'intermédiaire du Secrétaire général.

69. Il est grand temps de définir les paramètres du droit au développement et la place qu'elle doit occuper parmi les autres droits de l'homme. La délégation canadienne espère que les experts pourront faire rapport sur cette question assez tôt pour que la Commission puisse l'étudier de près à sa trente-huitième session.

70. M. MARKS (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) dit que les questions d'ordre pratique qui sont liées à la jouissance effective des droits économiques, sociaux et culturels et que le Directeur adjoint de la Division des droits de l'homme a mentionnées ne se limitent pas nécessairement à la modification des structures économiques existantes. La mise en oeuvre de ces droits exige des politiques nationales et internationales efficaces, question à laquelle sont étroitement liés les efforts faits pour instaurer un nouvel ordre économique international. Cependant, le Directeur adjoint semble avoir suggéré une approche qui s'inspirerait des politiques et des études pertinentes en matière de développement, sans toutefois s'y limiter.

71. L'UNESCO a adopté cette approche, et dans les limites qui lui sont imposées par la Conférence générale, elle se met à la disposition de la Commission pour entreprendre une étude approfondie des critères, procédures de recours, mécanismes de contrôle et autres facteurs qui se rapportent à la jouissance effective de ces droits. L'UNESCO a déjà demandé à un groupe international de spécialistes d'examiner la question de l'emploi de critères permettant de déterminer dans quelle mesure les droits de l'homme, en particulier les droits économiques, sociaux et culturels, sont respectés.

72. L'expérience a montré qu'en général les indicateurs doivent être utilisés avec prudence. Ainsi, les indicateurs de croissance sont aujourd'hui contestés comme moyen de mesurer le développement; de la même façon, M. Marks pense qu'on a tort de trop se fier aux indicateurs de développement pour vérifier si les droits de l'homme sont respectés.

73. Comme l'Assemblée générale l'affirme dans sa résolution 32/130, les progrès durables dans la voie de l'application des droits de l'homme supposent une politique nationale et internationale rationnelle et efficace de développement économique et social, mais cette politique n'est pas la même que celle des droits de l'homme. Le nouvel ordre économique international a pour but d'assurer une répartition plus juste de la richesse mondiale, objectif dont la réalisation contribue utilement à la mise en oeuvre effective des droits économiques, sociaux et culturels; toutefois, le sens exact, pour ce qui est des droits de l'homme, du droit au développement mérite d'être examiné de plus près. L'UNESCO partage le point de vue du représentant de l'Algérie, qui a dit que les nouveaux droits de l'homme, tels que le droit au développement, exigent de la solidarité et du dévouement dans la réalisation de certains objectifs mondiaux qui sont le seul moyen de supprimer les inégalités dans les relations économiques internationales. Les travaux de l'UNESCO sur ce thème, auxquels d'autres orateurs ont déjà fait allusion, ont été motivés par le sentiment d'injustice qui a dicté l'appel à l'instauration d'un nouvel ordre économique international; la Conférence générale vient d'ailleurs de renouveler les directives données à l'Organisation de contribuer, dans son domaine de compétence, aux efforts déployés dans ce sens.

74. M. M'Baye a été le premier à analyser le concept du droit au développement; il a toutefois mis en garde contre la tendance des gouvernements à sacrifier les droits de l'homme à la croissance économique. Comme certaines études l'ont montré, le droit au développement n'a de sens que s'il constitue une synthèse des droits qui contribuent à réaliser le développement. Il doit donc se fonder sur des droits comme le droit à l'autodétermination et le droit à la souveraineté permanente sur les ressources naturelles.

75. Lors d'une réunion d'experts qui s'est tenue en 1978, l'UNESCO s'est efforcée de définir les relations existant entre les droits de l'homme, les besoins de l'homme et l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Le rapport de la réunion, ainsi que les rapports spéciaux de MM. M'Barre et Gros Espiell ont été communiqués aux gouvernements et organisations conformément à la résolution 4 (XXXV) de la Commission. De plus, un colloque s'est tenu à Mexico en août 1980 sur le thème général des nouveaux droits de l'homme, y compris le droit au développement. Enfin, à sa vingt et unième session, la Conférence générale de l'UNESCO a autorisé le Directeur général à mettre en oeuvre le programme de l'UNESCO relatif aux droits de l'homme, notamment en collaborant avec les Etats membres, les organisations internationales, régionales et non gouvernementales et les milieux scientifiques en vue d'assurer l'application plus complète et plus efficace de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des Pactes internationaux, et d'identifier éventuellement de nouveaux droits de l'homme.

76. L'UNESCO s'est engagée à contribuer activement à la jouissance effective des droits économiques, sociaux et culturels, dans le cadre d'efforts internationaux visant à créer un ordre mondial plus juste et plus humain. L'expérience de cette organisation ainsi que les moyens dont elle dispose peuvent donc être utiles à la Commission pour l'examen du point 8 de son ordre du jour. L'UNESCO prendra note des résolutions de la Commission sur cette question.

77. En ce qui concerne le point 22 de l'ordre du jour de la Commission, l'UNESCO prépare actuellement un rapport sur les progrès réalisés dans l'application des dispositions du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, dans l'optique des activités de l'Organisation. Le rapport sera soumis pour examen au Groupe de travail du Conseil économique et social au début de l'année 1982. Dans la décision 5.4.3 qu'il a adoptée à sa cent-neuvième session, le Conseil exécutif de l'UNESCO a demandé au Comité sur les conventions et recommandations d'examiner, sur l'initiative du Directeur général, toutes les questions concernant l'application des Pactes et du Protocole facultatif qui intéressent l'Organisation. En outre, les organes délibérants de l'UNESCO ont appelé périodiquement les Etats membres à ratifier les Pactes et à prendre toutes les mesures nécessaires en vue de leur application.

78. Les liens existant entre la paix, le développement et les droits de l'homme ont récemment fait l'objet d'un projet de l'UNESCO. Ainsi qu'il a été mentionné dans le document E/CN.4/1458, une consultation internationale sur ce thème a été organisée par le Directeur général en juin 1980, à l'occasion de la visite du Pape Jean-Paul II à l'UNESCO.

79. Il est impossible de promouvoir séparément les droits de l'homme, la paix et le développement; il semble donc que le problème consiste, maintenant, à prendre des mesures décisives sur chacun de ces points sans pour autant faire obstacle aux autres ou les mettre en péril - c'est là une tâche que la Commission, comme elle l'a déjà démontré, est à même de mener à bien sans courir le risque de la sélectivité. Elle pourra compter sur le soutien total de l'UNESCO sur ce plan.

80. Mlle MANGANARA (Grèce) dit qu'il y a 20 ans de cela, les notions de développement et de croissance économique étaient généralement considérées comme des synonymes et étaient interchangeable; aujourd'hui cependant, le premier est devenu un concept plus vaste que le second; il est perçu comme étant la réalisation des capacités de l'individu en harmonie avec la communauté. L'individu est considéré à la fois comme l'agent et le bénéficiaire du développement. Le développement doit satisfaire à la fois les besoins matériels et non matériels, l'une de ses caractéristiques fondamentales étant le respect des droits de l'homme. Il doit reposer essentiellement sur la force et les ressources de chaque pays, et doit avoir pour but de transformer toutes les structures qui lui font obstacle, au plan national comme à l'échelon international.



81. Etant donné la complexité du développement et l'interdépendance croissante des sociétés, il existe une interaction considérable entre ce qui se fait à l'échelon national et ce qui se fait à l'échelon international. Chaque pays a le droit et le devoir de développer ses propres ressources nationales et de jouir pleinement du fruit de ses efforts, mais il ne peut y parvenir que par une action internationale efficace. A cet égard, il est attristant de voir que 30 ans après la promulgation de la Déclaration universelle des droits de l'homme, quelque 800 millions de personnes vivent encore dans une pauvreté extrême, situation incompatible avec les obligations de la communauté internationale en matière de droits de l'homme. C'est pourquoi l'instauration d'un nouvel ordre économique international constitue un élément essentiel des mesures que la communauté internationale est tenue de prendre pour promouvoir et protéger les droits de l'homme. Cette obligation incombe également à chaque Etat membre pris séparément; le fossé qui sépare riches et pauvres dans les différents Etats doit être comblé. La participation démocratique de tous, sur une base égalitaire, revêt une importance particulière dans la politique menée par chaque Etat.

82. Le développement dans son sens nouveau et élargi doit être recherché par tous les pays, quel que soit le niveau où il se trouve. Dans les pays développés, des questions comme les relations existant entre la croissance économique et le bien-être individuel doivent être considérées comme lourdes de conséquences pour le développement.

83. Pour que les droits de l'homme et les droits économiques se complètent au lieu de s'opposer, l'Organisation des Nations Unies doit chercher à promouvoir une approche interdisciplinaire de l'ensemble des questions relatives au développement, et faire en sorte que le système des Nations Unies dans son ensemble tienne de plus en plus compte des droits de l'homme dans ses travaux.

84. Dans sa résolution 34/46, l'Assemblée générale a fait ressortir que le droit au développement était un droit de l'homme, et que l'égalité des chances en matière de développement était une prérogative aussi bien des nations que des individus qui les composent. C'est pourquoi, toutes les études futures sur le droit au développement doivent tenir pleinement compte de l'individualité des droits de l'homme et prêter une attention égale aux droits civils et politiques comme fondement du droit au développement.

85. Sur le plan juridique, de nombreuses résolutions et décisions de l'Organisation des Nations Unies soutiennent et réaffirment les principes qui constituent le fondement juridique du droit de l'homme au développement. Mais ce droit n'est pas simplement la somme de tous les autres droits, il doit aussi être considéré comme le droit de participer à l'élaboration d'un large éventail de mesures interdépendantes visant à supprimer les obstacles à la jouissance effective des droits de l'homme, et de profiter de ces mesures.

86. Comme il est difficile de définir le droit au développement, sans doute la Commission devra-t-elle au départ évaluer les résultats des séminaires, études et autres activités qui ont porté sur la question.

87. M. WHANNOU (Bénin) dit qu'il ne serait pas logique que la Commission entreprenne ses travaux concernant les droits de l'homme sans examiner également le droit au développement - droit qui prend de plus en plus de sens dans le contexte de la crise économique persistante, de l'échec de la cinquième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, de celui du dialogue Nord-Sud et des difficultés rencontrées pour conclure des accords sur les principaux produits de base.

88. Parmi les besoins essentiels de pays du tiers monde comme le Bénin, il y a ceux qui se rattachent au droit de se nourrir, se loger, se vêtir, se soigner, et s'instruire.

La jouissance effective de ces droits est cependant impossible dans la situation actuelle de crise économique internationale. Les pays développés continuent d'accroître leur consommation et d'engendrer à leur seul profit la richesse économique; avec 20 % de la population mondiale, ils disposent de 80 % du revenu mondial. Les pays du tiers monde, quant à eux, ne parviennent pas à se développer en raison de facteurs tels que l'endettement extérieur, les mauvaises conditions du transfert de technologie, les effets néfastes des activités des sociétés transnationales et le recul des cours des matières premières.

89. Malgré la Déclaration de l'Assemblée générale concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, il y a eu peu de changement dans la situation économique mondiale injuste existant dans le monde et dans la division inéquitable du travail à l'échelon international. Il faut absolument que les pays développés cessent de se cantonner dans leurs positions retranchées et commencent à aider les pays en développement à résoudre leurs problèmes en améliorant les possibilités de commerce mutuel. Le Bénin souhaite voir une situation économique mondiale dans laquelle tous les partenaires tireront des bénéfices égaux. Pareille situation suppose une participation totale des pays du tiers monde sur une base d'égalité - d'où la nécessité d'une volonté politique authentique en vue d'instaurer une croissance économique équilibrée, de lutter contre l'inflation, de renforcer la sécurité économique et de réformer le système monétaire et financier international. Malgré les médiocres résultats obtenus jusqu'ici, une volonté politique de plus en plus affirmée se dégage dans certains milieux des pays développés en faveur de l'instauration d'un nouvel ordre économique international.

90. Le Bénin appuiera toutes les mesures que la Commission adoptera en vue de promouvoir efficacement le droit au développement. Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, conscients de leur responsabilité dans ce domaine, ont adopté en avril 1980 le Plan d'action de Lagos, qui a notamment pour objectif de mettre fin à la stagnation économique et à la vulnérabilité de l'économie des pays africains résultant de la mauvaise gestion de l'économie internationale.

La séance est levée à 13 h 05.